

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/W/9
20 juin 2002

(02-3370)

Groupe de négociation des règles

Original: anglais

PROPOSITION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE CONCERNANT LES SUBVENTIONS AUX PÊCHERIES

La Mission permanente de la République populaire de Chine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 14 juin 2002.

En tant que pays en développement ayant des intérêts substantiels dans la pêche, la Chine a suivi de près le débat sur les subventions aux pêcheries dans le cadre du Groupe de négociation sur les règles. La présente proposition vise à donner une première orientation à la négociation concernant cette question.

1. Le champ des subventions aux pêcheries

On pourrait identifier différentes subventions qui sont accordées pour différentes activités dans le secteur de la pêche, par exemple, la pisciculture, la pêche hauturière, la pêche dans les zones économiques exclusives (ZEE), etc. Compte tenu du caractère divers de ces subventions et des effets différents qu'elles ont sur le commerce, l'environnement et le développement durable, il conviendrait en conséquence de les examiner au cas par cas. Une première détermination du champ des subventions à négocier est donc nécessaire pour faciliter à l'avenir le débat sur cette question.

2. Traitement spécial et différencié

Un traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, en particulier en faveur des pays les moins avancés, est un principe important de l'OMC et a été constamment mis en avant au cours des précédents cycles de négociations. En ce qui concerne les subventions aux pêcheries, il est déjà souligné dans la Déclaration ministérielle de Doha que les participants devraient tenir compte de l'importance de ce secteur pour les pays en développement. En conséquence, un traitement spécial et différencié devrait être accordé aux pays en développement et les participants devraient viser à clarifier et à améliorer les disciplines concernant les subventions aux pêcheries.

3. Subventions "ne donnant pas lieu à une action"

Certaines subventions, comme celles accordées pour la construction d'infrastructures, la prévention des maladies et la lutte contre celles-ci, la recherche et la formation scientifiques et la reconversion des pêcheurs vers d'autres activités, n'ont pas d'effet négatif sur le commerce, l'environnement et le développement durable. En outre, les subventions de ce genre contribuent à la protection de l'environnement et au développement durable des ressources halieutiques. En conséquence, ces subventions devraient être définies comme étant des subventions "ne donnant pas lieu à une action" et ne devraient pas être mises en cause.

./.

Le présent document est la première contribution de la Chine aux délibérations du Groupe de négociation sur les règles. Il est sans préjudice de la position que la Chine pourrait formuler à l'avenir au sujet des subventions aux pêcheries.
